



RECOMMANDE
avec avis de réception

Simon-Christiansen & Associés
Parc d'activités 85-87
B.P. 108
L-8303 Capellen

Références : D3-24-0035
Dossier suivi par : Sofie Buyckx
Tél. : (+352) 247-86874
E-mail : sofie.buyckx@mev.etat.lu

Luxembourg, le **12 JUIN 2024**

**Objet : Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)
Evaluation du projet « Nouveau four électrique » à Belval sur le territoire de la commune
de Esch-sur-Alzette – Demande de vérification préliminaire – Décision
V/réf : 20221883**

Madame, Monsieur,

En réponse à votre demande du 22 avril 2024, je vous fais parvenir par la présente ma décision concernant la nécessité de réaliser un rapport d'évaluation.

Le projet sous rubrique consiste au remplacement du four électrique existant par un nouveau four électrique ainsi que la mise en place d'installations complémentaires dans le but de produire une qualité d'acier compatible à la fabrication de rail. Le projet correspond à une activité figurant à l'annexe IV (catégorie 49) du règlement grand-ducal modifié du 15 mai 2018 établissant les listes de projets soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement.

La vérification préliminaire du projet a été réalisée sur base :

- des informations et de l'évaluation sommaire présentées dans le dossier soumis,
- des critères de sélection pertinents arrêtés à l'annexe I de la prédite loi modifiée de 2018.

Il en résulte que l'élaboration d'un rapport d'évaluation conformément à l'article 6 de la prédite loi modifiée de 2018 n'est pas requise en raison :

- de la dimension du projet, respectant l'autorisation d'exploitation 1/16/0367 en vigueur (1.200kt/an), la capacité nominale du four demeurant inchangée avec le remplacement du four,
- de la mise en place de mesures de réduction d'émissions de benzène et de la prise en compte de nouvelle valeur limite d'émissions de benzène dans la conception du projet,
- des mesures prévues pour améliorer la gestion des scories, notamment par le déplacement de la fosse à scories noires dans une halle existante d'ici 2027 et la construction en 2024 d'un nouveau bâtiment pour la manutention de scories blanches, réduisant ainsi les émissions diffuses de poussières,



- de la diminution de la consommation énergétique spécifique du procédé de production de l'acier,
- de l'absence d'incidences significatives sur une zone protégée (zone de protection d'intérêt national, Natura 2000, zone de protection d'eau potable),
- de l'ampleur et de l'étendue spatiale des éventuelles incidences (bruit, émissions de gaz, poussières, etc.) du projet limitées en phase chantier au voisinage immédiat du projet et de la possibilité de réduire l'impact par le biais de mesures adaptées (par exemple le phasage et la gestion appropriée du chantier).

Cette décision ne préjuge pas la nécessité éventuelle d'élaborer des études spécifiques requises dans le cadre des procédures d'autorisation subséquentes (p.ex. eau, protection de la nature et des ressources naturelles, établissements classés, ...).

Contre la présente décision, qui sera publiée sur le site www.eie.lu, un recours contentieux peut être introduit devant le tribunal administratif. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la cour dans un délai de quarante jours à compter de la notification de la présente. Dans le même délai, un recours gracieux peut être adressé par écrit au Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de quarante jours pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation peut également être introduite auprès du Médiateur— Ombudsman. Veuillez noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour plus d'informations concernant les droits en matière de recours, il est possible de consulter la rubrique « Recours contre un acte administratif » sur le site <https://guichet.public.lu/fr.html>.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

Marianne Mousel
Premier Conseiller de Gouvernement

Copies : Administration de la nature et des forêts
Administration de la gestion de l'eau
Administration de l'environnement